

XXXII^{èmes} Journées du développement ATM 2016

COLLOQUE

Catastrophes, vulnérabilités et résiliences

dans les pays en développement

UNIVERSITE Lille 1

1, 2, et 3 juin 2016



Appel à communications



Catastrophes, vulnérabilités et résiliences dans les pays en développement

L'année 2014 a marqué la consécration de la résilience comme nouvelle notion majeure dans les champs de l'aide au développement et de l'urgence. La Banque mondiale et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en ont fait la thématique centrale de leurs rapports annuels respectifs (*World Development Report* et *Human Development Report*). L'année 2015 est, quant à elle, marquée par l'arrivée à son terme du cadre d'action de Hyogo (*Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes, 2005-2015*), et l'adoption, en mars, du cadre d'action de Sendai pour la gestion des risques de catastrophes, prolongeant ainsi l'ISDR des Nations unies (*International Strategy for Disaster Reduction*) sur la période 2015-2030. Dans un contexte d'aggravation importante des risques climatiques, l'année 2015 est aussi marquée par la tenue à Paris de la Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP21), visant à faire émerger un accord succédant au Protocole de Kyoto. Mais les catastrophes et les risques peuvent également être politiques, sociaux ou économiques, comme l'illustrent les effets des conflits armés, des dictatures ou encore des chocs financiers récurrents. Les années 2010 sont donc caractérisées par une montée de la question des risques, qu'ils soient naturels ou anthropiques et de celle des capacités – ou des incapacités – des populations à les affronter.

Les Journées du Développement 2016 ont pour objectif central d'interroger la portée de cette question des risques et des incertitudes dans les discours et les pratiques contemporaines du développement.

Cela passe d'abord par une clarification conceptuelle : il convient de définir les notions de choc, de vulnérabilité, de résilience, autant de notions largement usitées dans les sciences sociales du développement, et ayant fait, et faisant encore actuellement, l'objet de nombreux débats. Ces débats sont interdisciplinaires mais, au-delà même des différences entre disciplines, ils recouvrent des postures théoriques et méthodologiques qui peuvent s'opposer radicalement (individualisme méthodologique *versus* vision holistique ; cadre néo-classique *versus* institutionnalismes, etc.).

Ces clarifications conceptuelles sont nécessaires pour comprendre la portée analytique et normative de la notion de résilience, désormais au cœur des approches de la plupart des bailleurs et des partenaires au développement. Sa promotion est devenue l'une des conditions de l'octroi de financement pour les acteurs non gouvernementaux du développement, en particulier dans les régions fragilisées par les changements climatiques, telles que la frange sahélienne ou la Corne de l'Afrique. Présentée comme

permettant de mieux articuler les temps de l'urgence et du développement et d'améliorer l'efficacité de l'appui, cette notion de résilience pose pourtant de nombreuses questions : comment la mesurer ? À quelle échelle ? Comment la susciter ? Peut-elle être autre chose qu'un nouvel avatar néolibéral ?

Les réserves qui pèsent sur la notion de résilience face aux désastres naturels et anthropiques tiennent au fait qu'elle pourrait être une manière d'occulter les facteurs structurels, dont la montée des inégalités, qui rendent les pauvres toujours plus vulnérables. On rejoint là les débats et les controverses sur l'avenir du développement comme mouvement de rapprochement d'une norme capitaliste mondiale. On pourrait alors analyser la ligne de partage entre, d'une part, les approches qui considèrent le marché comme la norme et le meilleur système possible, moyennant des ajustements, d'autre part, les conceptions selon lesquelles le marché serait la caisse de résonance des inégalités et une construction sociale dominante qui conduirait à renforcer celles-ci, au profit des rentiers et au détriment de ceux qui ne détiennent pas la propriété. Quelle place la notion de résilience occupe-t-elle au sein de ces différentes conceptions ? La position des acteurs du développement (organisations internationales, ONG, *think tanks*, États, collectivités locales,...) est-elle claire ou ambiguë ? Ces questions peuvent se décliner par secteur, par région, par niveau de développement, etc.

Aborder la question des catastrophes, vulnérabilités et résiliences dans le champ du développement passe aussi par une compréhension empirique de l'importance des risques et des incertitudes aux niveaux individuel et collectif. Il s'agit d'évaluer l'influence des chocs et des menaces sur les trajectoires des populations, des systèmes sociaux, des secteurs d'activités, des économies, et de mettre en évidence d'éventuelles irréversibilités. La vulnérabilité peut être repérée aux niveaux micro, méso et macro-économique et concerner plusieurs échelles territoriales. À ces différentes échelles, on doit analyser les pratiques des acteurs : des stratégies des ménages aux politiques publiques nationales et internationales, en passant par la société civile dont le rôle est essentiel, le spectre des actions menées face aux risques et aux chocs étant très vaste. Mais ce sont les politiques publiques elles-mêmes qui peuvent être à l'origine des chocs ou qui peuvent, tels les plans d'ajustement structurel, constituer le choc lui-même.

Enfin, il est également nécessaire d'analyser les politiques déployées pour faire face aux catastrophes : appui à l'adaptation au changement climatique des populations fragiles, lutte contre la progression des maladies non infectieuses dans les pays pauvres, réduction des effets des catastrophes industrielles, stratégies adoptées face aux populations réfugiées ou en situation d'insécurité, etc. De même, il est important d'étudier les politiques préventives initiées, visant à anticiper, voire à éviter, ces catastrophes : préparation, filets sociaux dits préventifs, alerte précoce, etc.

Thèmes

Les propositions de communication peuvent relever de divers champs disciplinaires (économie et gestion, sociologie, anthropologie, démographie, géographie, droit et sciences politiques, sciences de l'environnement, aménagement, santé publique,...).

Elles devront impérativement préciser, en deux pages (800 à 1 000 mots), 1) la problématique, 2) la méthodologie et le cadre d'analyse, 3) quelques éléments de résultats et 4) les principaux éléments de bibliographie.

Les communications pourront porter sur des aspects théoriques, empiriques ou méthodologiques, elles s'inscriront dans une ou plusieurs des sessions proposées, elles pourront être rédigées en français ou en anglais.

A - Fondements conceptuels et controverses théoriques

A.1. Analyse conceptuelle : risque, incertitude, vulnérabilité, résilience

A.2. Controverses théoriques, confrontation et/ou convergence des paradigmes

B - Mesures de la vulnérabilité, de la résilience

B.1. Analyse et pertinence des indicateurs

B.2. Application des indicateurs et des mesures : méthodologie et enquêtes

C – Rôle des acteurs et des partenaires du développement

C.1. Politiques, programmes et gestion des catastrophes et de la vulnérabilité

C.2. Rôle spécifique de certains acteurs : société civile, secteur privé, communautés,...

D - Déclinaisons sectorielles et thématiques des catastrophes, de la vulnérabilité et de la résilience

D.1. Déclinaisons sectorielles : agriculture, santé, risques industriels, économie informelle, économie sociale et solidaire, microfinance,...

D.2. Déclinaisons thématiques : réchauffement climatique, objectifs du développement durable,...

E – Déclinaisons territoriales des catastrophes, de la vulnérabilité et de la résilience

E.1. Analyses géographiques des risques

E.2. Interactions entre échelles

F - Atelier doctorants

Cette session permet aux doctorants dont les travaux de recherche sur le développement ne s'intègrent pas dans les sessions précédentes de présenter une communication.

Comité scientifique

Philippe Adair (*Paris Est Créteil*), Désiré Avom (*Yaoundé II, Cameroun*), Jérôme Ballet (*Bordeaux*), Bruno Boidin (*Lille 1*), Arnaud Bourgain (*Luxembourg*), Ornella Boutry (*Lille 1*), Stéphane Callens (*Artois*), Maurice Catin (*Toulon-Var*), Abdelkader Djeflat (*Lille 1*), Isabelle Droy (*IRD*), Jean-Luc Dubois (*IRD*), Catherine Figuière (*Grenoble*), Jean-Jacques Friboulet (*Fribourg, Suisse*), Géraldine Froger (*Toulouse*), Hubert Gérardin (*Lorraine*), Bernard Guesnier (*Poitiers*), Bernard Haudeville (*Aix-Marseille 3*), Judith Hayem (*Lille 1*), Frédéric Hérin (*Lille 1*), Philippe Hugon (*Paris X*), Florence Jany-Catrice (*Lille 1*), Francis Kern (*Strasbourg*), Benoît Lallau (*Lille 1*), Michel Lelart (*CNRS, Orléans*), Fabienne Leloup (*Mons, Belgique*), François-Régis Mahieu (*UVSQ*), Claire Mainguy (*Strasbourg*), Célestin Mayoukou (*Rouen*), Emmanuel Mbetid (*Bangui, République centrafricaine*), Hélène Melin (*Lille 1*), Thierry Montalieu (*Orléans*), Thierry Pairault (*CNRS, EHESS*), Muriel Périsset (*Artois*), Olivier Petit (*Artois*), Jacques Poirot (*Lorraine*), Béatrice Quenault (*Rennes*), Sandrine Revet (*Science po Paris*), Thierry Ribault (*Lille 1*), Sidi Mohamed Rigat (*Marrakech*), Helga Scarwell (*Lille 1*), Bernadette Tillard (*Lille 1*), Stéphanie Treillet (*Paris-Est Créteil*), Jean-Claude Vérez (*Toulon-Var*).

Comité d'organisation

Bruno Boidin (*Lille 1, CLERSE*), Benoît Lallau (*Lille 1, CLERSE*), Ornella Boutry (*Lille 1, CLERSE*), Olivier Petit (*Artois, CLERSE*), Hélène Melin (*Lille 1, CLERSE*), Frédéric Chavy (*CLERSE*), Sophie Goyat (*CLERSE*), Dominique Mosbah (*CLERSE*), Marie-Pierre Coquard (*CLERSE*), Jean Brot (*ATM*), Hubert Gérardin (*Lorraine, ATM*).

Doctorants Lille 1 : Juliette Alenda, Lise Archambaud, Abena Asomaning-Antwi, Claudine Dumbi, Perrine Laissus, Elisabeth Saint-Guily, Nathalie Simo, Ibrahim Tidjani.

Calendrier

Date limite d'envoi des propositions de communication : **vendredi 20 novembre 2015**

Date de la décision du comité scientifique : **vendredi 15 janvier 2016**

Date limite d'inscription et d'envoi des communications retenues : **vendredi 15 avril 2016**

Sites web :

<http://www.mondesendveloppement.eu>

<http://clerse.univ-lille1.fr/>

Catastrophes, vulnérabilités et résiliences dans les pays en développement

UNIVERSITE Lille 1

1, 2, et 3 juin 2016

PROPOSITION DE COMMUNICATION

Nom(s) :

Prénom(s) :

Institution(s) de rattachement :

Discipline(s) :

☐ Doctorant(e) ☐ Assistant(e) /ATER

☐ Professeur

☐ Maître Assistant(e)/ Maître de conférences

☐ Autre (Précisez) :

Adresse professionnelle :

Tél :

Courriel :

☐ Souhaite présenter une communication se rapportant à la session..... et à l'atelier
ou aux ateliers n°.....

TITRE :

Résumé ci-joint (800 à 1000 mots, présentant la problématique, la méthodologie appliquée, les résultats et les principales références bibliographiques)

Mots-clés (cinq) :

Présentation de la communication en français ☐ en anglais ☐

FICHE À RETOURNER PAR COURRIEL AUX DEUX ADRESSES SUIVANTES
POUR LE **vendredi 20 novembre 2015 AU PLUS TARD**

Bruno BOIDIN CLERSE-UNIVERSITE de Lille 1 Bâtiment SH2 59655 VILLENEUVE d'ASCQ CEDEX Courriel : atm2016@univ-lille1.fr <i>Adresse à utiliser pour l'envoi des propositions et des textes.</i> <i>Pour toute autre question relative au colloque :</i> bruno.boidin@univ-lille1.fr Tél. : 03 20 43 66 40	et	Jean BROT 6 Les Saules 54230 CHAVIGNY Courriel : Jean-Brot@orange.fr Tél. : 03 83 47 14 04
---	----	--